



HAL
open science

Au sultanat d'Oman, de nouveaux défis pour une fin de règne

Marc Lavergne

► **To cite this version:**

Marc Lavergne. Au sultanat d'Oman, de nouveaux défis pour une fin de règne. *Diplomatie: affaires stratégiques et relations internationales*, 2017, *Terrorisme Les filières djihadistes en Europe*, 87, pp.26-30. halshs-01580843

HAL Id: halshs-01580843

<https://shs.hal.science/halshs-01580843>

Submitted on 2 Sep 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DOM.9,9€ • NCL / PVF 170€ CEP • BEL / LUX.ITA / ESP / PORTCONT. ALL / AUT / POL. IGR.9,9€ • CH.1,5€ • CAN.15,9€ • USA.12,9€ • LBN 19,900 LBP • MAR 30 MAD • HKG 12,9€ • JAP 2400,00 JPY • CHT 16000 CFA



TERRORISME

Les filières djihadistes en Europe

GÉOPOLITIQUE Quels défis pour l'Amérique centrale ?
GÉOÉCONOMIE La politique économique de Trump
POINTS CHAUDS Syrie, Cachemire, Brexit, Oman...

M 05650 - 87 - F: 8,95 € - RD



Retrouvez-nous sur Areion24.news



6 / POINTS CHAUDS

- 08 - ANALYSE Syrie : la victoire du régime de Bachar el-Assad se dessine
- 14 - ANALYSE Le Cachemire, ce contentieux territorial insoluble et inquiétant
- 19 - ANALYSE Porto Rico : dette, austérité, crise sociale et crise d'identité politique
- 26 - ANALYSE Au sultanat d'Oman, de nouveaux défis pour une fin de règne
- 31 - ANALYSE *Brexit* : les conditions d'un divorce à l'amiable



36 / DOSSIER

- 38 - ANALYSE Panorama du phénomène djihadiste en France
- 43 - ENTRETIEN Les filières terroristes en Belgique : du défi sécuritaire au défi structurel
- 47 - ANALYSE Royaume-Uni : tableau de la menace terroriste actuelle
- 52 - ENTRETIEN Services de renseignement en Europe : plus que la coopération, renforcer la pluridisciplinarité
- 56 - ANALYSE Quelle réponse à la menace terroriste dans l'espace Schengen ?



62 / GÉOPOLITIQUE

- 64 - ANALYSE L'Amérique centrale : un « continent » déchiré
- 70 - ANALYSE Perspectives économiques en Amérique centrale
- 74 - ANALYSE Amérique centrale : au carrefour des trafics



78 / GÉOÉCONOMIE

- 80 - ANALYSE L'« *America First* » au banc d'essai
- 86 - ANALYSE La Chine, nouvelle reine de la mondialisation ?



92 / ALERTES DE SÉCURITÉ

- 92 - CARTOGRAPHIE Alertes de sécurité dans le monde



96 / LECTURES



analyse



Au sultanat d'Oman, de nouveaux défis pour une fin de règne

Mascate jouit depuis des décennies d'une réputation enviable, celle d'un pays discret et stable, bénéficiant d'une relative aisance, sous la férule bienveillante d'un despote éclairé. Mais à l'image de son souverain affaibli par l'âge et la maladie, cet îlot de paix voit son équilibre mis à l'épreuve par l'émergence de difficultés économiques et par les conflits régionaux.

Pour l'observateur qui parcourt depuis plusieurs décennies les villes de la côte et les oasis de l'intérieur, jusqu'aux villages des étroites vallées montagnardes, la modernisation a été maîtrisée : on est ici aux antipodes de la course effrénée de Dubaï ou de la majesté imposante d'Abou Dhabi. Pourtant, le temps s'accélère désormais, et les signes de changement se multiplient : Mascate, la capitale, et son agglomération rassemblent près de la moitié des 4,5 millions d'habitants du pays et s'étendent sur plus de 40 km le long du golfe d'Oman. Les embouteillages du week-end engorgent les

autoroutes et les voies rapides qui la relie au reste du pays. Mais le développement ne s'arrête pas là.

Certes, Oman demeure le « parent pauvre » des monarchies du Golfe, ses ressources en hydrocarbures étant (relativement) modestes : il produit environ un million de barils de pétrole par jour et 30 milliards de m³ de gaz naturel par an, avec des réserves estimées à 5,5 milliards de barils (1) et 700 milliards de m³ de gaz naturel.

Mais de grands complexes industriels ont pu être construits grâce aux recettes du pétrole et du gaz : zone industrielle de

Par **Marc Lavergne**, directeur de recherche (CNRS), Équipe Monde Arabe et Méditerranéen (EMAM), laboratoire CITERES, Université de Tours. Auteur de www.marclavergne.unblog.fr.

Photo ci-dessus : En janvier dernier, le sultanat d'Oman annonçait un budget en déficit de 7,4 milliards d'euros pour l'année 2017, confirmant par la même occasion la poursuite de sa politique d'austérité pour faire face à la baisse des recettes pétrolières, via notamment l'augmentation des recettes fiscales par des taxes sur certains produits ou services, la rationalisation des dépenses publiques et l'accélération du processus de privatisation de sociétés publiques. (© Shutterstock/ ppart)



Rusayl, usines de liquéfaction du gaz, de transformation du cuivre et de l'aluminium destinés à l'exportation, à Sour et à Sohar sur la côte nord, ports en eau profonde de Duqm et de Salalah, face à l'océan Indien, tourisme haut de gamme sur les rivages inviolés du Nord et sous le climat estival tempéré par la mousson au Dhofar (dans le Sud). Les moins de 25 ans représentent plus de la moitié de la population omanaise et sont instruits, garçons et filles, jusqu'à l'université, dans le cadre d'un État-providence mis en œuvre grâce à la présence de travailleurs immigrés venus du sous-continent indien, qui représentent plus du quart de la population (2).

« Oman est la seule véritable « nation » de la région, avec le Yémen : une histoire millénaire, une ouverture maritime précoce au monde extérieur, mais aussi une dualité entre mer et montagne, une prévalence de la structure tribale, et une adhésion à des versions sui generis de l'islam. »

La nation omanaise, produit d'une géographie et d'une histoire complexes

Oman est la seule véritable « nation » de la région, avec le Yémen : une histoire millénaire, une ouverture maritime précoce au monde extérieur, mais aussi une dualité entre mer et montagne, une prévalence de la structure tribale, et une adhésion à des versions *sui generis* de l'islam. La dynastie des Al Saïd y règne sans discontinuer depuis le milieu du XVIII^e siècle, depuis qu'elle a débarrassé le pays des tutelles concurrentes des Perses et des Portugais. Le père du sultan actuel a quant à lui unifié le « sultanat de Mascate et d'Oman », après être venu à bout, avec l'aide britannique, des guerriers de l'imam retranchés dans le massif du Djebel Akhdar (au nord), dans les années 1950. Puis son fils a réduit les rebelles marxistes-léninistes du Dhofar (au sud, à la frontière avec le Yémen) dans les années 1970... Autant dire que l'Oman a été de longue date aux prises avec des visées impérialistes, pour le contrôle des routes maritimes et commerciales du Golfe et de l'océan Indien, puis des ressources pétrolières, d'abord entre Américains et Britanniques, puis entre l'Occident et le bloc communiste. Ainsi, nul n'ignore dans la région la riche histoire des Omanais, fondateurs d'un vaste empire maritime qui s'étendait du golfe Persique jusqu'à la pointe de l'Afrique, avec des ramifications terrestres jusqu'aux Grands Lacs. Empire qui déplaça même, au XIX^e siècle, sa capitale à Zanzibar, pour mieux contrôler et protéger ses routes commerciales de la menace britannique. L'identité omanaise est donc marquée par la diversité de ses composantes et par son ouverture extérieure, qui la distinguent des monarchies voisines de la péninsule Arabique : les montagnards ibadites du Djebel Akhdar y côtoient les marins-

pêcheurs, les navigateurs au long cours et les commerçants des côtes, souvent de souche iranienne chiite ou baloutche sunnite, les Bédouins sunnites du vaste désert intérieur, tout comme les montagnards du Dhofar attachés à leurs antiques langues sud-arabiques, alors que sur la côte, l'héritage africain est toujours présent, à travers les métissages et la présence des rapatriés au lendemain des indépendances.

Certes, l'Oman est un pays arabe et musulman. Jusqu'à l'arrivée des Britanniques à l'orée du XIX^e siècle, il contrôlait même ce qui est devenu la fédération des Émirats Arabes Unis : cette « Côte des Pirates » devint alors le « *Trucial Oman* », l'Oman de la Trêve. Il reste aujourd'hui encore des vestiges de cette allégeance des ancêtres des émirats actuels au sultan de Mascate : ainsi, la minuscule enclave omanaise de Madha, dans les monts Hadjar dominant le golfe d'Oman, et, surtout, la presqu'île majestueuse de Moussandam qui surplombe le détroit d'Ormuz. Mais dans l'intérieur, le désert du Roub al Khali



Photo ci-contre :

Le 18 novembre 2016, le sultan d'Oman Qabus ben Saïd assiste au défilé militaire, à l'occasion du 46^e anniversaire de la fête nationale du sultanat. Issu d'une dynastie héréditaire depuis 1749, ce dernier est au pouvoir depuis le 23 juillet 1970, date de son coup d'État contre son père lors d'une révolution de palais. (© AFP/ Stringer)

a toujours formé une barrière protectrice face aux incursions des Bédouins du cœur de la péninsule. Par ailleurs, les razzias des Ikhwan wahhabites (3) n'ont pas été oubliées, et la « question de Bouraimi », un chapelet d'oasis disputées entre l'Arabie et Oman, aujourd'hui partagées entre Oman et Abou Dhabi, n'a pu être réglée définitivement qu'en 1957 par la Cour internationale de Justice (4).

Oman, par son histoire et sa culture, est aussi lié à la rive nord du golfe Persique (5) et de la mer d'Oman : jusqu'en 1959, il possédait le port de Gwadar, la porte du Baloutchistan, qui fut alors rétrocédé au Pakistan. Une part importante de la population urbaine d'Oman est donc d'origine baloutche, et en a conservé la langue, les coutumes et les patronymes. Oman connaît aujourd'hui une immigration clandestine massive de jeunes Pakistanais, Afghans et Iraniens, qui débarquent sur ses plages pour tenter de gagner l'eldorado des Émirats ou de l'Arabie.



Points chauds

Photo ci-dessous :

La Grande Mosquée du Sultan Qabous à Mascate, financée et commandée par le sultan comme un cadeau à la nation, a été inaugurée en mai 2001 après six ans de chantier. Partisan d'un islam tolérant, dans une région minée par les crises politico-religieuses, le sultanat fait figure d'exception. La doctrine ibadite y est prépondérante et en fait le seul pays musulman au monde à n'être ni sunnite, ni chiite. (© Shutterstock/mairifsamir)

Si Oman est un pays musulman, l'islamisation par Amr ibn al-As dès le temps du Prophète s'est faite dans le sang et les Omanais saisirent la première occasion de se détacher de la tendance dominante de l'islam pour embrasser l'ibadisme, bien avant le grand schisme entre sunnites et chiites : comme bien des communautés montagnardes ou rurales du monde arabe, la population villageoise des fonds de vallées reculées de la montagne ne pouvait pas se soumettre à une religion formatée pour les commerçants de La Mecque et de Médine. Elle a ainsi, comme les zaydites du Yémen, préservé ses coutumes et son mode de fonctionnement collectif, dont les piliers sont ici l'*ijma'* et le *ta'âqd* (le consensus et le contrat) et la *choura* (la consultation) pratiqués de toute éternité par ces groupes égalitaires et érigés en philosophie du pouvoir par le sultan actuel. Aujourd'hui pourtant, un clivage se creuse entre les tenants de l'ibadisme, qui se sentent dépositaires de l'identité historique du sultanat et constituent la moitié de la population, et les

sente 45 % de la population totale, mais 60 % de la population active. Le chômage ne peut plus être absorbé par les emplois publics, largement fictifs, alors que le taux d'accroissement naturel reste élevé (32,8 pour mille en 2016) et que la population se concentre dans le « Grand Mascate » et les chefs-lieux de province. Les jeunes cherchent désormais du travail dans les pays « frères » plus riches du Golfe, où ils affrontent la concurrence humiliante des originaires du sous-continent indien.

Le lointain écho des printemps arabes

Ces frustrations ont pris un tour politique à l'occasion des printemps arabes. Les manifestations qui eurent lieu à Sohar, la grande cité industrielle de la Batinah (région côtière du

“ Si Oman est un pays musulman, l'islamisation par Amr ibn al-As dès le temps du Prophète s'est faite dans le sang et les Omanais saisirent la première occasion de se détacher de la tendance dominante de l'islam pour embrasser l'ibadisme. ”



sunnites, un peu moins nombreux, la différence étant constituée par la minorité chiite des ports. Mais ces crispations ethno-religieuses ne sont que l'expression des différences d'accès à la pleine « omanité » : celle-ci se décline de façon descendante à partir des tribus les plus respectées, jusqu'à la citoyenneté parfois contestée des originaires du Baloutchistan et des rapatriés d'Afrique de l'Est. Elles sont par ailleurs exacerbées aujourd'hui sous l'effet des difficultés économiques.

Une monarchie absolue aux prises avec la récession économique

Le sultan Qabous, qui règne sans partage depuis 1970, a judicieusement utilisé les modestes ressources pétrolières et gazières du pays, qui fournissent 84 % des ressources budgétaires, pour donner à chaque Omanais l'accès à l'éducation et à la santé, à un logement et à un emploi, tout en maintenant les liens tribaux et familiaux.

Mais la diversification économique et la politique d'omanisation des emplois n'ont pas donné les fruits attendus. La main-d'œuvre omanaise reste peu qualifiée et surtout peu motivée, et nécessairement plus couteuse et moins docile que la main-d'œuvre en provenance du sous-continent indien, qui repré-

Nord), violentes même si elles ne firent qu'une victime, furent un coup de semonce qui a été entendu. Les salaires ont immédiatement été augmentés, accompagnés d'autres mesures sociales. Mais la magie du Sultan n'opère plus sur cette jeunesse qui rêve des lumières de la ville, c'est-à-dire de Dubaï. Ces mesures ponctuelles n'apportent pas de solution durable et ne peuvent faire oublier l'usure d'un système politique suranné. Derrière une fiction de participation populaire largement mise en scène, le pays est dirigé par une étroite élite, inamovible, autour du Sultan. En dépit d'un culte de la personnalité omniprésent, à travers le portrait affiché dans tous les lieux publics et privés, et dans la dénomination de multiples sites et édifices (l'université, le port, la grande mosquée...), la personnalité du Sultan est celle d'un homme équilibré, réfléchi, qui tranche sur nombre de dirigeants arabes de sa génération, comme Mouammar el Kadhafi ou Saddam Hussein. En cela, le souverain incarne parfaitement la réputation de son pays, tout à la fois affirmée et discrète. Mais l'institutionnalisation du pouvoir apparaît aujourd'hui très déficiente. C'est une source d'inquiétude pour l'avenir, alors que le souverain fêtera en octobre prochain ses 77 ans, sans successeur désigné. La question de la succession est d'autant plus préoccupante pour l'avenir de l'Oman, pour ses alliés et voisins comme pour son peuple, que le Sultan a toujours dédaigné de se marier et de laisser une descendance : une preuve de son obstination à vivre selon ses convictions, quitte à bousculer préjugés et tabous. Un Conseil de la famille royale est chargé de choisir son successeur au sein de la famille, et en cas d'échec au bout de trois jours, ce rôle sera transféré au Conseil de défense (6). Mais à ce jour, personne n'a été associé aux affaires du pays.





Un système politique figé face aux tensions sociales grandissantes...

Une Loi fondamentale n'a été promulguée qu'en 1996, puis modifiée en 2011 par décret royal. Le souverain y est en même temps Premier ministre, et fait fonction de ministre de la Défense et de l'Économie. Cette autocratie n'est qu'à peine tempérée par les hauts personnages qui l'entourent, aussi fidèles qu'inamovibles à l'instar du ministre des Affaires étrangères, Youssef bin Alawi bin Abdullah, et par les deux assemblées chargées de faire le lien avec la population : le Conseil de l'État (*majlis ed dawla*) se compose de 85 membres nommés par le sultan, tandis que le Conseil Consultatif (*majlis ech-Choura*), institué en 1991, comprend également 85 membres, seule institution élue par les citoyens, pour 4 ans renouvelables (7). Mais les partis politiques sont interdits, et ces assemblées ne permettent pas de débat contradictoire autour des options qui s'offrent au pays ou sur la solution à apporter aux difficultés rencontrées.

“ Une course de vitesse est ouverte entre ceux qui, dans l'appareil d'État, sont conscients des enjeux et souhaitent faire évoluer le système, et l'impatience de la jeunesse comme d'une part croissante de la population. ”

Aujourd'hui, ce système paternaliste a atteint ses limites et ne répond plus aux attentes de la population ni aux défis de l'heure. Les difficultés économiques, tout comme la situation régionale périlleuse, imposent de laisser à la population d'exercer un droit de regard sur les affaires de l'État. La rente ne suffit plus à assurer le maintien du niveau de vie d'une population largement oisive. Or la corruption, liée au mode de développement choisi (par de grands projets dont la réalisation est confiée à des compagnies étrangères) et à la concentration de la richesse entre quelques mains, dont celles du sultan lui-même, ainsi que certaines dépenses somptuaires, comme la construction de la gigantesque mosquée Sultan Qabous, peuvent être l'objet de critiques de moins en moins voilées. De plus, les dépenses militaires atteignent 13 % du PIB, contre 5 % seulement pour l'éducation, et cette proportion ne semble pas destinée à se réduire, au vu de la croissance des menaces externes qui pèsent sur le sultanat.

Une course de vitesse est donc ouverte entre ceux qui, dans l'appareil d'État, sont conscients des enjeux et souhaitent faire évoluer le système, et l'impatience de la jeunesse comme d'une part croissante de la population.

Dans l'œil du cyclone, entre des nationalismes rivaux sous la bannière de l'islam radical

Ces difficultés d'ordre interne ne peuvent que rejaillir sur la position de l'Oman sur la scène diplomatique régionale et

internationale. Or on sait à quel point celle-ci est délicate : le voisinage immédiat du sultanat est en état de guerre ouverte ou larvée, et l'Oman est sommé de façon de plus en plus comminatoire de prendre parti dans ces disputes, ce qu'il a toujours voulu éviter. La politique étrangère de l'Oman repose sur les mêmes préceptes que ses relations sociales : la *choura*, le *ta'aqd* et l'*ijma'*. C'est-à-dire que la concertation, le dialogue, la recherche de solutions pacifiques et mutuellement profitables sont toujours privilégiés. L'Oman n'exprime aucune agressivité à l'égard de ses voisins, et il est souvent sollicité pour jouer le rôle de facilitateur ou de médiateur dans leurs querelles, rôle classique de la tierce partie qui est un élément fondamental de régulation de la vie des tribus bédouines. Les relations avec l'Arabie saoudite sont traditionnellement les plus problématiques, dans la mesure où les wahhabites n'ont que répulsion et mépris pour l'ibadisme hérétique et les paysans montagnards qui y adhèrent : ils ont tenté, depuis le début du XX^e siècle jusqu'aux années 1950, d'obtenir par les armes la soumission du sultanat.

En revanche, les relations avec l'Iran ont toujours été plus détendues, car elles reposent sur des échanges commerciaux et culturels séculaires. Le chah d'Iran avait dans les années 1970 envoyé son armée au secours du Sultan dans la répression de



la guérilla du Dhofar et le Sultan n'avait soulevé aucune objection à l'occupation par l'Iran des îles Tomb et Abou Moussa (dans le détroit d'Ormuz) peu avant l'indépendance des Émirats Arabes Unis en 1971.

Les relations furent maintenues avec l'Iran après la Révolution islamique : Oman, tout en signant un accord de défense avec les États-Unis en 1980, ne se joignit pas à la coalition de soutien à Saddam Hussein contre l'Iran entre 1980 et 1988. Il avait d'ailleurs été l'un des rares pays arabes à ne pas ostraciser l'Égypte après la signature par celle-ci d'un traité de paix avec Israël en 1979, et l'un des premiers à accueillir une représentation commerciale israélienne (8). Cette fidélité au *rais* égyptien ne lui fut pas reprochée par Téhéran, qui a gardé grâce à Mascate une fenêtre utile sur le monde occidental : un havre de placements financiers (9) et un canal discret de conversations avec les Américains, qui fut intensément utilisé lors de la préparation des négociations sur le nucléaire iranien sous la présidence Obama.

Photo ci-dessus :

Port en eau profonde de Duqm. Situé sur le littoral sud-est du sultanat, à l'écart du détroit d'Ormuz et du golfe Arabo-Persique, ce petit port de pêche se transforme considérablement depuis 2007, destiné à devenir l'un des hubs industriels et pétrochimiques les plus importants du Moyen-Orient. (© portduqm.com)



Points chauds

Photo ci-dessous :

Le 12 mars 2014, le président iranien Hassan Rohani (à gauche) est reçu par le sultan omanais Qabous ben Saïd. Oman partage avec son voisin perse des liens privilégiés qu'aucune des autres monarchies arabes du Golfe, dirigées par des dynasties sunnites, n'a pu établir avec Téhéran. (© president.ir)

Aussi, Oman, lié depuis 1980 par un accord de défense avec les États-Unis, qui y entretiennent une grande base aéronavale sur l'île de Masirah, a favorisé par ses bons offices le rapprochement de ceux-ci avec la République islamique, attisant la suspicion dont il est traditionnellement l'objet de la part de Riyad.

Le conflit du Yémen lui a permis d'exercer à nouveau ses talents de médiateur entre les belligérants : si les relations politiques avec son turbulent voisin ont toujours été tendues, les deux peuples sont unis dans leur situation de parents pauvres, montagnards et sédentaires de la péninsule Arabique. Mais, si les blessés et les réfugiés yéménites sont toujours accueillis avec générosité, Oman a rejoint au début de janvier 2017 la grande coalition militaire conduite par l'Arabie saoudite et destinée à combattre l'État islamique et les groupes militants suspectés de servir de chevaux de Troie à l'Iran dans le monde

Mais cet écart de Mascate par rapport à sa ligne de conduite traditionnelle n'est pas un bon présage, puisqu'il indique un affaiblissement de la capacité du sultanat à affirmer sa « différence », mais aussi sans doute une impatience de Riyad face à la résistance de la rébellion houthiste, l'Oman comme l'Arabie saoudite craignant les répercussions que pourrait avoir un enlisement durable du conflit.

“ *Le voisinage immédiat du sultanat est en état de guerre ouverte ou larvée, et l'Oman est sommé de façon de plus en plus comminatoire de prendre parti dans ces disputes, ce qu'il a toujours voulu éviter.* ”

L'annonce soudaine de la mise au ban du Qatar par le Conseil de Coopération du Golfe s'est pourtant faite, ce 4 juin 2017, avec l'assentiment de tous ses membres, à l'exception du sultanat d'Oman et du Koweït. Une réaffirmation rassurante de sa politique traditionnelle de temporisation, qui permettra, le moment venu, d'aider à la solution du différend, et qui montre à nouveau une intelligence et une prudence par rapport à des méthodes brutales, irréfléchies et contre-productives de pompiers pyromanes. Cependant, l'Oman ne devrait pas échapper plus longtemps à une révision de son système institutionnel et à la nécessité de prendre en compte les aspirations des nouvelles générations, en leur donnant à la fois la capacité de trouver des emplois sur place, et de recevoir une part plus égale des ressources du pays.

Marc Lavergne

Notes

- (1) <https://www.worldenergy.org/data/resources/country/oman/oil/>
- (2) Pour tous les chiffres concernant la population et le marché du travail, voir notamment : Centre national de la statistique et de l'information (NCSI) du sultanat d'Oman (<http://data.gov.om/>) [NdlR].
- (3) Milice islamique fondamentaliste originaire du Nejd qui servit au début du XX^e siècle de bras armé dans la conquête de la péninsule par la famille des Al-Saoud.
- (4) Conflit qui n'était pas sans rapport avec les intérêts concurrents des compagnies pétrolières, les américaines soutenant l'Arabie saoudite et les britanniques l'Oman. http://www.persee.fr/doc/afdi_0066-3085_1957_num_3_1_1320
- (5) Dont les rivages et les ports sont peuplés d'Iraniens arabophones, tout comme les deux rives de la mer Rouge sont peuplées de groupes plus proches entre eux que de leurs compatriotes des plateaux ou montagnes de l'intérieur.
- (6) Une lettre cachetée, à ouvrir par le Conseil de Défense, contiendrait le choix effectué par le souverain.
- (7) Les dernières élections ont eu lieu le 25 octobre 2015.
- (8) Il importe de rappeler à ce sujet que la question israélo-palestinienne n'est pas perçue avec la même acuité dans ce pays que dans le reste du monde arabe : jusqu'en 1970, les Omanais étaient interdits de sortie du territoire, les postes de radio prohibés et les journaux inexistantes. Ils n'ont donc pas vécu comme les autres peuples arabes les traumatismes de la *nakba* de 1948 et de la guerre des Six Jours en 1967.
- (9) Les réserves de change omanaises comportent actuellement un dépôt du Fonds souverain iranien de 5,5 milliards de dollars sur 3 ans.



musulman : c'est-à-dire le Hezbollah et ses autres satellites chiites, mais aussi les Frères musulmans, le Hamas et tous ceux qui, musulmans sunnites, ont trouvé assistance et refuge au Qatar.

Un pouvoir sous pression

Le sultan Qabous s'était jusqu'ici gardé de se joindre à une coalition militaire aux côtés de ses partenaires arabes ou au sein du Conseil de Coopération du Golfe. Il n'y eut qu'une exception, la libération du Koweït en février 1991, mais ce n'est qu'après avoir tout tenté pour amener Saddam Hussein à se retirer, et sans doute parce que l'annexion de cet émirat représentait un exemple menaçant pour toutes les dynasties de la rive sud du Golfe.

L'Oman s'est gardé au départ de se joindre à la coalition militaire « opérationnelle » de l'Arabie saoudite contre ses ennemis houthistes au Yémen : Mascate a joué avec persévérance son rôle classique de médiateur, en accueillant nombre de réunions discrètes. Sans doute les pressions saoudiennes pour y mettre un terme ont-elles été très fortes, car le sujet met en jeu les équilibres fragiles d'un voisin à la dérive inquiétante, et qui a le tort d'être la seule république de la péninsule.

Pour aller plus loin

- Marc Valéri, *Le sultanat d'Oman : une révolution en trompe-l'œil*, Paris, Karthala, 2007.
- Marc Lavergne et Brigitte Dumortier (dir.), *L'Oman contemporain : État, territoire, société*, Paris, Karthala, 2002.
- Hussein Ghubash, *Oman, une démocratie islamique millénaire : la tradition de l'imâma, l'histoire politique moderne, 1500-1970*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1998.

OFFRE SPÉCIALE D'ABONNEMENT

Chaque mois, découvrez dans nos magazines
DIPLOMATIE (6 n°/an) & LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE (6 n°/an)
le meilleur de la géopolitique et des affaires internationales

OUI, JE M'ABONNE OU J'ABONNE UN(E) AMI(E) :

OFFRE N°1
ABONNEMENT À DIPLOMATIE



1 AN D'ABONNEMENT • 6 NUMÉROS

France métrop. 40€ DOM/TOM/Europe 55€ Reste du monde 70€

2 ANS D'ABONNEMENT • 12 NUMÉROS

France métrop. 70€ DOM/TOM/Europe 100€ Reste du monde 130€

OFFRE N°2
ABONNEMENT AUX GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE



1 AN D'ABONNEMENT • 6 NUMÉROS

France métrop. 45€ DOM/TOM/Europe 60€ Reste du monde 75€

2 ANS D'ABONNEMENT • 12 NUMÉROS

France métrop. 80€ DOM/TOM/Europe 110€ Reste du monde 140€

OFFRE N°3
ABONNEMENT À DIPLOMATIE + LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE



1 AN D'ABONNEMENT • 12 NUMÉROS

France métrop. 75€ DOM/TOM/Europe 105€ Reste du monde 135€

2 ANS D'ABONNEMENT • 24 NUMÉROS

France métrop. 140€ DOM/TOM/Europe 200€ Reste du monde 260€

Offres valables jusqu'au 30/09/2017 dans la limite des stocks disponibles

MES COORDONNÉES

M. M^{me} M^{lle} Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

Téléphone

E-mail

JE RÈGLE MON (MES) ABONNEMENT(S) PAR :

chèque bancaire ou postal, libellé en euros (à l'ordre d'AREION)

par carte bancaire (VISA/ Mastercard)

Date et signature (obligatoires)

N° de carte ____/____/____/____

Date d'expiration ____/____

Cryptogramme ____

(3 derniers chiffres au dos de la CB)

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6.01.1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Les renseignements demandés sont réservés au traitement de votre commande. Par notre intermédiaire, vous n'êtes pas amené à recevoir de propositions émanant d'autres sociétés.



Passez votre commande sur notre boutique sécurisée

areion24.news



À renvoyer par courrier à :

MAGAZINE DIPLOMATIE - SERVICE ABONNEMENT
c/o BACK-OFFICE PRESS -12350 PRIVEZAC

Vous pouvez également vous abonner sur Internet : www.geostrategique.com